COMMISSION EUROPÉENNE

MEMO

Bruxelles, 8 octobre 2012

Message vidéo de M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, à l'occasion de la 10ème édition des Open Days

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je regrette vraiment de ne pas pouvoir être avec vous aujourd'hui pour la dixième édition des Open Days.

Et je tenais à pouvoir m'adresser à vous à travers ce message vidéo.

Les Open Days se sont imposés comme un événement majeur de la politique régionale, une indispensable plateforme de débats sur le rôle de la politique de la cohésion dans notre stratégie de sortie de crise et dans la mise en place de la croissance de demain.

Nous sommes tous ici des leaders – politiques, partenaires sociaux, entrepreneurs – ; nous savons tous que diriger c'est susciter la confiance dans notre capacité à faire émerger de cette crise une Europe plus forte et plus unie.

C'est pourquoi je me réjouis de la forte participation, et j'aimerais signaler le fait que le Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et le Président du Parlement européen, Martin Schulz, peuvent s'associer à la Commission dans cet événement que, chaque année, la Commission européenne organise en partenariat avec le Comité des Régions. Je crois que, plus que jamais, il est important de montrer que les différentes institutions de l'Union européenne travaillent ensemble pour la politique de cohésion, pour la politique régionale, pour l'investissement dans la croissance en Europe.

Car ce niveau de confiance entre nous est important. En effet, la confiance est un élément clé de la croissance.

Mais ni l'une ni l'autre ne se décrètent. Il nous faut créer les conditions de leur retour en mettant en place des politiques génératrices d'une croissance durable et équitable.

Ces politiques, nous les connaissons bien, elles constituent un triptyque qui fixe le cap de notre action : consolidation budgétaire, réformes structurelles, investissements ciblés.

C'est en maintenant ce cap que nous pourrons réussir à sortir de cette crise par le haut.

L'économie européenne reste fragile. Les nouvelles sur les fronts de la croissance et de l'emploi ne sont pas bonnes. La cohésion sociale est mise à rude épreuve. Dans certaines régions de l'Europe, nous constatons une situation vraiment dramatique, en termes d'émergence sociale, avec la croissance de la pauvreté. Il faut le reconnaître. Mais face à cette situation, ce serait une erreur fondamentale que de retourner aux vieilles habitudes qui nous ont mis précisément dans cette situation, par l'endettement excessif ou par l'absence de réformes à même de créer la compétitivité qui peut garantir le progrès économique et social.

C’est pourquoi nous devons maintenant tirer toutes les leçons de cette situation, ne pas répéter les erreurs du passé, et nous devons désormais agir ensemble avec cohérence et détermination, en conciliant réformes et justice sociale, en conciliant l’esprit de responsabilité avec l’esprit de solidarité.

Nous avons en Europe un agenda de croissance, la stratégie Europe 2020 qui fixe la voie à suivre pour moderniser et préserver l'économie sociale de marché en Europe. Tel est notre but.

Certains pensent que le modèle social européen est mort. Je ne suis pas d’accord. Nous avons besoin de renforcer cette économie sociale de marché. La question est : comment l’adapter à une situation beaucoup plus exigeante, surtout sur le plan international, avec une concurrence beaucoup plus difficile ?

C’est là que nous devons utiliser nos instruments. Un instrument est le budget européen. Et l'ambition de la Commission est que le prochain budget soit un budget d'investissement dans la croissance, investissement pour l'emploi et l'innovation.

Et nous savons qu’une politique de cohésion s’avère plus que jamais nécessaire en ces temps de contraintes budgétaires. La vérité est que sans cette politique de cohésion, beaucoup de nos Etats membres, précisément à cause de contraintes budgétaires, ne seront pas en condition de remplir les attentes de nos sociétés.

Les fonds structurels sont à la fois une expression concrète de la solidarité européenne et un moteur important de redressement et de convergence économiques. Les fonds européens n’intéressent pas simplement les pays que l’on appelle « bénéficiaires ». Ils sont importants aussi pour les pays qui apportent une contribution plus importante au budget européen. C’est dans l’intérêt de la croissance dans l’ensemble de l’Europe.

Depuis le début de la crise, la Commission, en partenariat avec les Etats Membres, a tout mis en œuvre pour que les fonds européens soient rapidement affectés là où ils sont le plus nécessaires.

Grâce à ces mesures, et notamment à une augmentation du taux de cofinancement par l'Union européenne dans 9 Etats membres et grâce à un nouveau complément d'aide pour les pays les plus touchés par la crise, 14,5 milliards d'euros supplémentaires ont déjà été injectés dans l'économie européenne.

Nous avons aussi réaffecté l'utilisation des fonds de projets peu performants ou moins prioritaires vers un soutien plus ciblé à des investissements générateurs de croissance; par exemple dans les secteurs de la recherche, du développement et de l'innovation ou bien encore dans le soutien aux PME.

Entre 2009 et 2012, près de 20 milliards d'euros ont ainsi été reprogrammés pour répondre aux besoins les plus pressants.

Et cette année, dans les Etats membres les plus touchés par le chômage des jeunes, nous avons pu débloquer 10,4 milliards d'euros des fonds structurels pour aider les jeunes sans emploi et soutenir nos PME.

Il nous faut maintenant poursuivre sur cette dynamique.

Le budget est l'instrument par excellence de soutien aux investissements dans notre agenda de croissance Europe 2020.

Et la politique de cohésion est un des principaux instruments financiers d'un budget pro-croissance.

Attention, ne faisons pas de fausses oppositions, en mettant la cohésion d'un côté et la compétitivité de l'autre. La cohésion est un instrument pour renforcer la compétitivité, elle est un instrument pour la croissance.

La politique de cohésion peut faire une vraie différence dans la vie de nos régions, de nos villes, de nos campagnes, si cette politique de cohésion est vraiment en rapport avec la croissance, si elle augmente les capacités de nos régions à répondre aux défis actuels, si elle contribue à l'emploi, par exemple.

Alors que nous entrons dans le cœur des négociations sur le prochain budget de l'Union, j'appelle les forces pro-européennes à se rassembler pour donner aux Européens le budget qu'ils méritent.

Il en va de notre crédibilité et je sais pouvoir compter sur vous.

Je demande spécialement aux leaders des Régions que leurs voix soient écoutées dans les capitales. Nous pouvons bien sûr avoir ce débat à Bruxelles ou à Strasbourg, dans les institutions européennes, mais il est très important de gagner le débat dans nos sociétés, dans nos différents pays, afin qu'une série d'idées fausses puisse être écartée. Par exemple cette idée qui veut que le budget européen soit un budget pour Bruxelles, un budget pour les institutions : c'est le budget pour l'investissement dans nos régions. C'est pourquoi il nous faut gagner ce débat démocratique, car telle est la façon démocratique de faire de l'Europe : en expliquant pourquoi il existe de la valeur ajoutée dans les investissements que l'on peut faire en Europe, notamment via la politique de cohésion et via la politique régionale.

Je sais que je peux compter sur vous. Je vous souhaite le meilleur succès pour vos travaux. Restons en contact, restons ensemble pour tout faire afin de garantir un succès à la politique de cohésion, à la politique régionale et à notre Europe, pour plus de justice sociale, plus de prospérité pour nos concitoyens.

Merci.